

PROCÈS VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 17 NOVEMBRE 2023
Membres de droit

Mme BERTRAND DORLÉAC [Présidente de la FNSP]	<i>Excusée [proc. à M. Tiberj]</i>
Mme COLIN [Directrice Générale de la DGAFP]	<i>Excusée [proc. à Mme Bosdecher]</i>
Mme LE BRIGNONEN [Directrice de l'INSP]	<i>Représentée par M. Lartigau, présent en visio</i>
M. LEWIS [Président de l'Université de Bordeaux]	<i>Représenté par M. Pujolar</i>

Personnalités extérieures

Mme BOSDECHER	<i>Présente</i>	M. LEÏS	<i>Présent</i>
M. ETCHEÛAHARRETA	<i>Présent</i>	Mme PAPIN	<i>Présente</i>
M. GALLET	<i>Présent</i>	M. POTIER	<i>Présent</i>

Enseignants (Collège A)

M. COMPAGNON	<i>Présent</i>	M. DÉLOYE	<i>Excusé [proc. à M. Tiberj]</i>
Mme DUCHESNE	<i>Excusée [proc. à M. Tiberj]</i>	M. TIBERJ	<i>Présent</i>
M. FERRIÉ	<i>Présent en visio</i>		

Enseignants (Collège B)

Mme GAUDIN	<i>Excusée [proc. à Mme Lecis Cocco Ortu]</i>	Mme N'DIAYE	<i>Présente</i>
Mme LECIS COCCO ORTU	<i>Présente</i>	Mme PISTRE	<i>Présente</i>
Mme NAKANABO DIALLO	<i>Présente</i>		

Collège BIATSS

M. ROUGER	<i>Présent</i>
-----------	----------------

Étudiant-e-s

M. BALLET	<i>Présent</i>	Mme DELFAUD	<i>Présente en visio</i>
Mme BONNAUD	<i>Présent</i>	M. DIARD	<i>Présente</i>
Mme PAIRO	<i>Présent</i>	M. DOUBERCHTEIN-GRIGORIEFF	<i>Présent</i>
Mme TRICHET	<i>Présente en visio</i>	M. FOURRIER	<i>Présent</i>
		M. LAMBERT	<i>Présent</i>

Membres Ès Qualités

Mme BISAGNI-FAURE [Rectrice de l'Académie de Bordeaux, Chancelière des Universités]	<i>Représentée par Mme Da Silva</i>
M. DARBON [Directeur de Sciences Po Bordeaux]	<i>Présent</i>
Mme PÉNÉLAUD [Administratrice générale des finances publiques, DRFIP]	<i>Présente</i>
Mme COUDERC [Directrice Générale des Services]	<i>Présente</i>
M. GALDERISI [Recteur délégué ESRI]	<i>Présent en visio</i>

Invité-e-s

Mme ANNEZO	<i>Présente</i>	M. LE GRAET	<i>Excusé</i>
Mme BASSOULET	<i>Excusée</i>	M. LEMAIRE-PATIN	<i>Présent</i>
M. BERROU	<i>Présent</i>	Mme MARTIN	<i>Excusée</i>
M. BERTRAND G.	<i>Présent</i>	Mme NGUYEN	<i>Excusée</i>
M. BERTRAND O.	<i>Excusé</i>	Mme PELLARINI	<i>Présente</i>
Mme CARDONA	<i>Visio</i>	Mme PINCHAULT	<i>Présente</i>
Mme CARON	<i>Visio</i>	M. PREVOT	<i>Présent</i>
Mme DELAMARRE	<i>Visio</i>	M. RAMON, représentant l'AAE	<i>Présent</i>
Mme DUENAS	<i>Excusée</i>	Mme REILHAN	<i>Excusée</i>
Mme FOREST	<i>Visio</i>	M. SADLAN	<i>Excusé</i>
M. HOFFMANN-MARTINOT	<i>Excusé</i>	M. SMITH	<i>Excusé</i>
M. LACAZE	<i>Présent</i>	Mme TAJRI	<i>Présente</i>
M. LAFORE	<i>Excusé</i>	Mme THIRIOT	<i>Présente</i>



1. Affaires institutionnelles

■ Accueil des nouveaux membres du Conseil d'Administration

M. Darbon salue les membres du conseil d'administration et les remercie pour leur participation. Il remercie également les personnalités extérieures récemment élues. Il cède ensuite la parole à Mme Tajri pour l'explication des conditions de l'élection de la présidence au conseil d'administration.

■ Élection du ou de la Président-e du Conseil d'administration

Mme Tajri donne d'abord lecture des procurations. Elle précise ensuite le déroulement de l'élection de la présidence du conseil d'administration. La candidature doit émaner du collège des personnalités extérieures. Les participants présents se rendront dans un isolement pour voter, et les personnes à distance recevront un lien de vote électronique. Elle informe également que le directeur présidera la séance, y compris après le vote, car la délibération ne sera exécutoire qu'après transmission au rectorat et passé un délai de quinze jours, sauf accusé de réception anticipé. Elle propose de passer à l'appel à candidatures et s'enquiert d'éventuels candidats parmi les personnalités extérieures pour la présidence du Conseil d'administration.

M. Gallet se propose comme candidat. Il indique participer aux travaux du conseil d'administration depuis maintenant deux mandats et exprime son désir de continuer cet engagement, soulignant le rôle important des personnalités extérieures dans l'accompagnement de l'établissement, avec leur perspective extérieure et leur parcours en dehors du monde universitaire. Il partage avoir pris beaucoup de plaisir et d'intérêt à suivre les travaux de ce Conseil et les changements qu'a connus l'établissement. Il reconnaît les nombreux défis qui se présentent et affirme son attachement à l'Institut.

M. Darbon s'enquiert d'éventuelles remarques.

M. Lambert souligne l'importance de la représentation irréprochable des administrateurs extérieurs élus au service des étudiants. Il exprime des regrets quant aux problématiques précédemment soulevées concernant la candidature de M. Gallet, estimant qu'elles n'ont pas été suffisamment prises en compte par la direction. Il dénonce un manque de transparence et de démocratie interne, critiquant l'absence de consultation adéquate des étudiants sur un sujet aussi crucial. M. Lambert insiste également sur l'engagement de l'UNEF à défendre la voix des étudiants, regrettant la proposition d'un homme pour la présidence, en dépit de la prédominance des femmes au sein de la promotion. Tout en exprimant la volonté de collaborer avec tous les acteurs de l'institut, il indique que l'UNEF votera contre la nomination de M. Gallet à la présidence.

M. Fourrier salue la cohérence de la liste proposée par la direction et se montre totalement favorable à la candidature de M. Gallet, du fait de son ancienneté, de son parcours ouvert, de sa notoriété nationale, et des réponses satisfaisantes qu'il a su apporter lors d'une précédente réunion pour dissiper certaines interrogations.

M. Ballet a une question portant sur la procédure : il aimerait savoir pourquoi il n'est pas possible de voter contre une proposition en choisissant simplement de ne pas mettre de nom sur le bulletin.

Mme Tajri répond que les membres du CA peuvent soit voter blanc, soit voter pour le candidat présenté, soit émettre un bulletin nul (rayé). Le fait de ne pas voter pour le candidat, en étant contre ou en s'abstenant, sera donc retranscrit en vote blanc.

Mme Lecis Cocco Ortu mentionne que plusieurs collègues ont exprimé des réserves concernant cette candidature et regrettent l'absence d'une alternative. Cependant, ils se montrent rassurés par l'implication de M. Gallet et font confiance au directeur dans ses choix. La raison de la réserve restant d'actualité, Mme Lecis Cocco Ortu précise qu'elle s'abstiendra lors du vote.

M. Darbon exprime sa satisfaction concernant la candidature de M. Gallet. Il mentionne son implication dans la réforme du deuxième cycle de formation et souligne que cette réforme sera une préoccupation majeure pour les deux prochaines années, à la fois pour la modernisation de l'IEP et le développement de ses réseaux et connaissances externes. Il insiste sur la nécessité d'une collaboration étroite entre le président et le directeur pour garantir le bon fonctionnement du conseil d'administration. Ce rôle est d'autant plus important qu'ils souhaitent que ces conseils deviennent des instances de discussion pour les grandes orientations politiques, avec une préparation en amont sur les aspects techniques. Il conclut son intervention en réaffirmant sa totale confiance en la candidature de M. Gallet. En l'absence d'autres commentaires, il propose de passer au vote.

Mme Tajri annonce qu'un lien de vote électronique a été envoyé aux quatre personnes votant à distance, à savoir Mme Delfaud, Mme Trichet, M. Ferrié et M. Lartigau.

M. Lacaze procède à l'appel nominatif dans l'ordre suivant : M. Pujolar, Mme Bosdecher, M. Etcheçaharreta, M. Gallet, M. Leÿs, Mme Papin, M. Potier, M. Compagnon, M. Tiberj, Mme Lecis Cocco Ortu, Mme Nakanabo Diallo, Mme Pistre, M. Rouger, M. Ballet, Mme Bonnaud, Mme Pairo, M. Diard, M. Douberchtein-Grigorieff, M. Fourier et M. Lambert.

M. Tajri procède au dépouillement puis au décompte. Le décompte donne 20 voix en faveur de M. Gallet et 9 bulletins blancs. M. Gallet est donc élu à la présidence du conseil d'administration.

M. Gallet remercie les élus étudiants qu'il a rencontrés avant la réunion pour expliquer sa démarche et partager son parcours, y compris dans ses accidents. Il réaffirme son engagement aux côtés de la direction de l'IEP pour relever les défis de l'établissement. Il entend le besoin d'écoute et de débat au sein du conseil, affirmant son rôle d'arbitre pour garantir des discussions de qualité dans le respect de chacun et des compromis constructifs – il salue d'ailleurs la présidence qu'a assurée M. Cazeneuve pendant quatre ans. Il insiste sur l'importance du débat et de l'écoute pour remettre en question ses certitudes et il se réjouit de la diversité des profils présents parmi les six personnalités extérieures. Il rappelle que leur rôle est d'offrir un regard détaché du fonctionnement quotidien de l'Institut, qui leur permette de prendre de la distance. M. Gallet s'engage à travailler aux côtés de tous les membres du conseil pour aboutir à des compromis constructifs pour le bien de la communauté de Sciences Po Bordeaux. Il remercie chaleureusement ceux qui ont voté pour sa candidature, ainsi que ceux qui se sont abstenus, exprimant sa volonté de travailler avec l'ensemble du conseil et d'apprendre à mieux se connaître. Il présente enfin ses remerciements à M. Darbon pour la confiance témoignée.

M. Galderisi souhaite saluer le travail remarquable réalisé par M. Cazeneuve pendant son mandat, malgré des conditions difficiles. Il remercie M. Gallet pour son investissement et le félicite pour son élection à la présidence du conseil d'administration. Il assure que le rectorat accomplira ses responsabilités dans les délais prévus et se dit impatient de rencontrer le directeur et président pour discuter des futurs projets de l'établissement, en lien avec l'État et la tutelle. Le rectorat continuera d'être représenté par Mme Da Silva.

M. Diard tient à affirmer leur volonté sincère de collaborer avec Mathieu Gallet et tous les membres du conseil d'administration pour le bien de la communauté étudiante. Il souligne l'importance d'une assemblée délibérante où les discussions sont ouvertes, les différends sont discutés, et où de réels compromis sont recherchés. Il rappelle qu'ils sont tous et toutes légitimes à siéger autour de cette table. Il annonce ensuite qu'ils ont quelques questions à poser à M. Gallet sur son style de leadership. Tout d'abord, il aimerait connaître la manière dont M. Gallet envisage les relations avec la communauté étudiante dans son ensemble, ainsi qu'avec les élus étudiants et étudiantes, indépendamment de leur liste d'appartenance.

M. Gallet répond qu'il ne se substituera pas à la direction de l'IEP et que son rôle en tant que président du conseil d'administration sera d'écouter et d'échanger, tout en respectant les prérogatives de chacun. Il souligne que c'est une présidence non exécutive. Il jouera plutôt le rôle d'interface entre la communauté dans son ensemble et ses différentes composantes et aidera à porter les messages et les problématiques de l'IEP au niveau des représentants de l'État, en région et au ministère, mais sans se substituer à la direction, qui porte les ambitions de Sciences Po Bordeaux au quotidien et pour les années à venir.

M. Diard estime malgré tout que sa présidence va insuffler en partie la direction que l'IEP prendra et il aimerait savoir si M. Gallet a défini des dossiers prioritaires pour son mandat.

M. Gallet souligne la particularité de cette élection en comparaison avec d'autres qu'il a pu connaître, qui nécessitent une campagne et un dossier sérieusement argumenté. Il précise qu'il ne présentera pas de programme, car son rôle est celui d'une personnalité extérieure en soutien, il tient à rester externe aux affaires de l'IEP. Il insiste sur le fait qu'il a une posture d'écoute et d'influence, mais qu'il n'a pas de rôle décisionnaire. Cela ne veut pas dire qu'il n'a pas de convictions, mais elles seront d'abord discutées avec la direction.

M. Diard aimerait savoir comment il compte utiliser son réseau de contacts parisiens, avancé comme un argument en faveur de sa candidature, pour bénéficier des intérêts de Sciences Po Bordeaux.

M. Gallet pense qu'un des vrais sujets est la relation avec Sciences Po Paris. Ils ont la spécificité, dans la région Nouvelle-Aquitaine, d'avoir un campus de Sciences Po Paris à Poitiers, avec en plus des terres irrédentes du côté de Poitou-Charentes. Selon lui, il est nécessaire de renforcer le dialogue avec ces institutions. De plus, dans un contexte de compétitivité croissante au sein de l'enseignement supérieur et de concurrence nationale et internationale, il est important pour Sciences Po de définir et défendre sa signature et sa singularité. Il souligne que les personnalités extérieures ont chacun leur réseau et qu'ils seront à mobiliser pour l'ensemble de la communauté.

Résultat du vote*Délibération 2023-40*

Votes en faveur de M. GALLET	20
Votes en défaveur de M. GALLET	9

■ Approbation des procès-verbaux des CA du 05 octobre et 07 novembre 2023 PJ.1, 2

En l'absence de commentaires, M. Darbon soumet au vote l'approbation des PV des 5 octobre et 7 novembre 2023.

Résultat du vote*Délibération 2023-41*

Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	30
	Pour 30
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée**■ Délégation de pouvoirs du Conseil d'Administration au Directeur PJ.3**

Mme Tajri explique qu'en raison du renouvellement complet des membres du conseil d'administration, il est proposé de voter une nouvelle délibération portant sur la délégation partielle des compétences statutaires initialement attribuées au conseil d'administration au directeur de l'établissement. La délégation vise à faciliter le fonctionnement en permettant au directeur d'exercer certaines compétences, avec l'engagement de rendre compte a minima une fois par an des décisions prises en vertu de cette délégation.

Les points de délégation incluent l'autorisation d'agir en justice et d'effectuer les transactions, la possibilité d'attribuer des décisions de soutien financier dans le cadre du fonds social (FAIRE), et des pouvoirs budgétaires tels que l'acceptation de dons jusqu'à un certain montant (10 000 €), la gestion des remises gracieuses, la détermination de règlements de jeux-concours, et l'arrêt des tarifs quand ils n'ont pas pu être présentés au CA et que l'évènement est imminent.

Résultat du vote	Délibération 2023-42
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	30
	Pour 30
	Contre 0
	Abstention 0

→ **Résultat : adoptée**

■ **Périmètre des contrats, conventions et marchés publics à soumettre au CA PJ.4**

Mme Tajri indique que le conseil d'administration nouvellement élu peut accorder une délégation au directeur pour la signature des contrats, conventions, et marchés publics, à l'exception de deux types de conventions : les conventions nécessitant une prise de participation et la création de filiales, et celles ayant pour objet des acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles ou emprunts. Ces conventions doivent obligatoirement être votées par le conseil d'administration. En revanche, concernant les conventions sans incidence financière, notamment les partenariats généraux, et pour tous les contrats, conventions, et marchés publics d'un montant inférieur ou égal à 1 million d'euros, il est proposé de déléguer au directeur le pouvoir de les signer.

Résultat du vote	Délibération 2023-43
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	30
	Pour 30
	Contre 0
	Abstention 0

→ **Résultat : adoptée**

■ **Composition de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers 2023-2024**

Mme Tajri rappelle que chaque établissement a l'obligation de constituer une section disciplinaire compétente à l'égard de ses usagers (les étudiants). La composition de cette section disciplinaire est déterminée par le code de l'éducation. Conformément à ce dernier, la section disciplinaire doit respecter une parité entre les différents types d'élus (professeurs d'université/maîtres de conférences/étudiants) et assurer une parité de genre entre les femmes et les hommes. Suite au renouvellement des différents collègues étudiants et enseignants en conseil d'administration, cette parité n'est pas effective et il est nécessaire d'effectuer un appel à candidatures. Par exemple, il manque un maître de conférences homme. Il s'agit donc d'un point purement statutaire, qui vise à donner l'autorisation d'engager ces différents démarches d'appel à candidature et élections.

M. Darbon souhaite apporter un élément de précision pour les nouvelles personnalités extérieures et les personnalités de plein droit du conseil d'administration. Il explique que toutes ces questions ont déjà été abordées et débattues au sein de la commission préparatoire au conseil d'administration, en particulier celles relatives à la délégation de signature des contrats. Ces questions étant techniques, elles sont traitées en amont afin de ne pas occuper excessivement de temps lors des conseils d'administration. Bien que cela puisse sembler formel, ces sujets ont déjà fait l'objet de débats.

Résultat du vote	Délibération 2023-44
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	30
	Pour 30
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée

2. Organisation générale des études

■ Adoption des capacités d'accueil en 1ère année

Mme Pellarini explique qu'il s'agit de maintenir les mêmes effectifs que cette année, soit 275 places pour la filière générale, 7 pour la BEPLUISS, 12 pour la FIFPO, 12 pour la FIFA, 12 pour la FIFE, 10 pour la FIFCA et 5 pour BEPHK. Le total serait donc de 333 places pour la sélection en première année de l'année prochaine. Ce choix découle de la réforme du premier cycle, notamment la décision d'organiser la mobilité sur deux ans par demi-cohortes.

M. Lambert semble se souvenir qu'une convention devait être signée pour recréer une filière intégrée France-Italie. Il se demande où cela en est.

Mme Pellarini indique que la partie italienne n'a pas pu effectuer le recrutement cette année et qu'il est désormais trop tard, la sélection se faisant en début d'année, en septembre. Néanmoins, la convention est en cours de rédaction et devrait être effective pour l'année d'après (dans deux ans). Le partenariat se fera toujours dans les mêmes conditions d'accès avec Turin.

M. Potier partage son émotion de retrouver le conseil d'administration 20 ans après, après avoir été élu étudiant. Il aimerait savoir s'il existe d'autres projets de filières internationales en cours de réflexion, en dehors de la filière italienne. Il s'étonne de l'absence de programmes avec le Canada et les États-Unis.

Mme Pellarini répond qu'il n'y a pas d'autre programme d'entrée en première année pour le Canada, mais précise que d'autres programmes, notamment en 4A et en 5A, existent pour ce pays et d'autres destinations internationales. Elle l'encourage à consulter le catalogue.

M. Bertrand, directeur des études du deuxième cycle et responsable du parcours de Master Politique Internationale, précise qu'au sein de ce master existent deux doubles diplômes avec l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke, toutes deux situées au Québec.

M. Darbon indique qu'en parallèle, des négociations sont en cours pour relancer des filières, notamment avec une université à Rabat pour une filière avec le monde arabe. Il souligne que ces négociations sont complexes. De plus, il évoque des discussions concernant une filière avec la Chine, précisément avec Taïwan, à partir du niveau du master, avec la possibilité d'étendre cette coopération jusqu'au premier niveau afin d'ouvrir

davantage de postes que ceux de la BEPHK à Hong Kong, impactée par la situation internationale. Il mentionne également un accord international avec les États-Unis dans le cadre de la formation internationale en anglais.

M. Bertrand précise que les accords mentionnés par M. Darbon sont des accords d'échanges, distincts des doubles diplômes. Il explique que les accords d'échanges simples sont généralement plus faciles à négocier. Il donne un exemple. À la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine, le double diplôme avec l'Université de l'Amitié des peuples de Russie a été annulé, mais ils ont rapidement pu négocier un nouvel accord avec l'université Al-Farabi au Kazakhstan. La mise en place d'un double diplôme est plus complexe et nécessite une expérimentation à long terme du partenariat avec l'université kazakhe avant d'envisager un double diplôme. Il précise que pour le moment, cette option n'est pas à l'ordre du jour, car elle implique un échange d'étudiants ayant le même niveau.

Mme Papin exprime sa joie de continuer à faire partie du conseil d'administration pour trois années supplémentaires. Elle exprime un intérêt particulier pour les filières internationales en raison de ses fonctions et aurait deux questions à cet égard : premièrement, sur le dynamisme du recrutement des différentes filières intégrées, et deuxièmement, sur l'éventuelle expansion des liens avec le continent africain ou l'Amérique latine.

Mme Pellarini répond qu'elle présentera bientôt le bilan des admissions et des inscriptions. Elle souligne qu'en FIFA, tous les candidats en liste complémentaire ont été appelés. Une réflexion sur l'accord devra être engagée pour attirer davantage de candidats. Pour la filière FIFCA, aucun étudiant n'a été recruté par l'université partenaire cette année, mais des efforts seront déployés pour relancer cette filière, avec une rencontre prévue à la fin du mois.

Mme Papin demande s'il serait possible de préciser les universités partenaires de chaque filière.

M. Bertrand indique que BEPLUISS est liée à l'université anglophone LUISS à Rome, FIFPO à l'université de Coimbra, FIFA à l'université de Stuttgart, FIFE à l'Université autonome de Madrid, FIFCA à l'Université des Indes occidentales à Kingston en Jamaïque, ainsi que l'Université des Antilles en Martinique. La BEPHK est liée à l'Université Baptiste de Hong Kong. De plus, il mentionne deux doubles diplômes avec l'université de Rosario à Bogota, en Colombie, et une nouvelle université nationale de Taïwan.

Mme Pellarini ajoute qu'il y a aussi la FIFI avec l'Université de Turin, puisqu'ils ont encore une cohorte d'étudiants de 4A et 5A.

Mme Bonnaud soulève la question des procédures d'admission des filières générales. Les oraux actuels se déroulent en présentiel et impliquent des coûts de transport et de logement pour les candidats et elle souhaiterait savoir s'il est envisagé de passer à une procédure à distance pour garantir une plus grande égalité entre les candidats.

M. Darbon explique qu'en principe, les oraux se déroulent en présentiel, mais il existe déjà des procédures de décentralisation de ces oraux, aussi bien en métropole qu'avec les DOM-TOM, pour assurer une plus grande accessibilité.

Mme Pellarini précise qu'il y a 17 centres délocalisés avec lesquels il faut organiser les visioconférences et les compositions de jury. Elle indique également que, lors des salons, les dates des oraux sont déjà communiquées aux étudiants pour qu'ils puissent prévoir une éventuelle convocation. En plus de Pessac, ils ont des centres à Orthez, Saintes et Limoges.

M. Tiberj exprime son attachement à la tenue des oraux en présentiel pour les élus étudiants. Il souligne que cette approche diffère de celle de Sciences Po Paris et de leurs collègues grenoblois, mais il y voit un grand avantage. Le fait de se rendre sur place permet aux candidats de découvrir l'établissement et de créer un lien plus engageant, ce qui, selon lui, contribue aux bons résultats du processus de sélection (ils n'ont pas besoin

de descendre loin dans les listes d'admission). Il estime également que la visioconférence introduit des inégalités, notamment en termes d'accès à l'ordinateur et de couverture de la fibre.

Il explique que la question des inégalités géographiques était un enjeu majeur lors de la réforme du concours, et qu'ils ont envisagé de rendre les coûts de déplacement jusqu'au centre délocalisé ou bordelais gratuits pour certains candidats. Selon lui c'est un enjeu important, notamment pour les boursiers du secondaire. Il ajoute qu'ils ont une des procédures les plus ouvertes aux Ultramarins, avec 8,5 % d'Ultramarins parmi les candidats et les admissibles.

Mme Pellarini insiste sur la contrainte temporelle imposée par le calendrier de Parcoursup, soulignant que l'organisation d'entretiens en visio nécessiterait une logistique difficile à mettre en place en raison des délais restreints entre les convocations et le début des entretiens. Elle précise qu'ils restent flexibles et peuvent ajuster les horaires en fonction de covoiturage, etc. En ce qui concerne la gratuité des transports, la mise en œuvre lui semble compliquée et nécessiterait une réflexion approfondie.

M. Darbon indique que l'année précédente, ils ont dû organiser les entretiens pour 1 100 candidats en quelques jours et les faire passer en dix jours ouvrés.

Mme Pellarini ajoute qu'en parallèle, il y a aussi les filières.

M. Lambert précise qu'ils sont opposés à une systématisation de la visioconférence, mais il suggère d'offrir la possibilité à certains étudiants de passer les entretiens par ce moyen pour réduire les coûts, qui sont nombreux (coût du concours, transports, hébergement). Il souligne que malgré la gratuité pour les boursiers du secondaire, leur nombre est limité. Il ajoute que les sites délocalisés sont en Nouvelle-Aquitaine et que mettre en place la visioconférence ouvrirait la possibilité à plus d'étudiants et étudiantes de passer le concours.

Mme Pellarini explique que des entretiens en visio sont déjà réalisés dans des cas particuliers tels que les étudiants accidentés ou en situation de handicap. Elle souligne la contrainte temporelle imposée par le calendrier de Parcoursup et la difficulté de trouver des jurys disponibles pour des entretiens en visio. Elle ajoute que cette année, elle n'a reçu que quelques appels de candidats faisant état du coût trop élevé des déplacements. Ces étudiants ont été accompagnés : les possibilités de covoiturage et des options d'hébergement avec des auberges de jeunesse leur ont été présentées.

M. Tiberj souligne que l'algorithme fonctionne seulement le jour où tous les fichiers corrects sont reçus, et les résultats doivent sortir le soir même pour que les convocations puissent partir, ce qui met une pression importante sur le service d'admission. Il aborde également la réflexion en cours sur des solutions telles que le covoiturage, Blablacar, et d'autres moyens pour faciliter les déplacements des candidats. Enfin, il réitère l'importance du lien qui se crée lors des oraux d'admission en présentiel, même pour les candidats habitant la région, citant des exemples de candidats qui n'étaient jamais venus à Bordeaux et dont la visite a eu un impact significatif sur leur vie et celle de leur famille.

M. Etcheçaharreta exprime sa joie de rejoindre le conseil d'administration. Il souligne la confiance et la considération de la région Nouvelle-Aquitaine et du président Rousset envers l'IEP, un lieu de débat et de préparation pour l'avenir. Dans le contexte actuel de changement de monde, il souligne leur responsabilité à dessiner le monde de demain, notamment à travers la carte des formations. Concernant les admissions, il aurait aimé avoir des statistiques sur l'origine géographique des personnes retenues, notamment par département.

Mme Pellarini confirme qu'ils pourront transmettre ces informations.

M. Darbon confirme qu'ils ont des statistiques, mais qu'ils sont limités et éclatés au niveau français, car les lycées qui participent à JPPJV sont parfois microscopiques et les cohortes toutes petites (quelques élèves). Néanmoins, les candidats viennent de l'ensemble des départements de France et les statistiques montrent l'impact différencié de la ruralité et de la diversité.

M. Lambert souligne que la classe sociale constitue souvent un frein pour de nombreuses personnes en ce qui concerne l'accès aux études supérieures et aux concours. Il exprime la nécessité de travailler conjointement pour rendre les processus d'admission de plus en plus ouverts, en mettant en avant notamment le parcours JPPJV.

Mme Papin partage son expérience en tant qu'ancienne étudiante boursière et souligne que certes la question financière peut constituer un frein, mais il y a aussi la question du soutien familial, qui peut varier selon les milieux sociaux. Elle partage l'avis de M. Tiberj sur l'importance de l'entretien en présentiel, mais en étant vigilant et bienveillant envers les étudiants qui pourraient rencontrer des difficultés à participer à un entretien en personne. Il suggère d'étudier la possibilité d'une aide ponctuelle pour les cas exceptionnels, afin de ne pas empêcher certains étudiants de participer à l'entretien.

M. Darbon soumet la délibération au vote.

Résultat du vote	Délibération 2023-45	
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		29
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Calendrier Parcoursup

Mme Pellarini propose de faire un focus sur le calendrier des commissions d'examen des vœux pour le cursus général et les filières. La première commission des vœux pour la phase d'admissibilité aura lieu le mardi 2 avril 2024 (cursus général et filières). La convocation des candidats admissibles aura lieu le 13 avril, tandis que pour les filières, ce sera le 20 avril. Les oraux d'admission générale se dérouleront du 22 avril au 3 mai, et pour les filières, du 29 avril au 3 mai. La commission d'examen des vœux pour la phase d'admission 2024 (cursus général et filières) se tiendra le 13 mai. Les remontées sur Parcoursup des classements devront être effectuées le 21 mai 2024.

M. Tiberj fait remarquer que la commission d'examen par filière nécessite que les dossiers aient été préalablement examinés par les collègues. Une autre commission devrait donc être organisée.

Mme Pellarini répond que la sollicitation des notes se fera par mail, car le calendrier ne permet pas de réunir tout le monde à nouveau. Elle explique que Parcoursup bloque à un moment l'accès pour vérifier les données, avant que l'IEP puisse rentrer le calendrier des oraux.

3. Politiques de l'établissement

■ Adoption du contrat quinquennal 2022-2027 PJ.5

M. Darbon indique que M. Olivier Pujolar, qui vient de quitter la réunion, est le représentant de l'université de Bordeaux, mais aussi le responsable de la Conférence de coopération territoriale, l'instance de discussion de l'ensemble des universités de Nouvelle-Aquitaine.

M. Pujolar est responsable notamment de la réalisation d'un triptyque de documents :

- Le contrat pluriannuel du site, qui constitue le volet spécifique à Sciences Po.
- Le volet territorial, qui négocie les orientations de politique universitaire entre les instances locales, les universités et le ministère.
- Le volet académique, où toutes les universités de la région ainsi que les INP (Bordeaux Sciences Agro et Sciences Po) s'accordent sur des orientations communes. Cela concerne aussi bien l'université de Limoges que l'université de Pau et Pays de l'Adour, l'université de Bordeaux Montaigne, l'université de Bordeaux et l'université de La Rochelle, Poitiers étant à part.

M. Darbon indique qu'il va présenter aujourd'hui le volet spécifique de l'IEP. C'est un document important, car il définit les orientations fortes de Sciences Po Bordeaux, bien sûr alignées sur ce qui se fait au niveau du site bordelais et de la Nouvelle-Aquitaine. Ce document prépare le terrain pour un changement de mode de gestion de l'IEP, puisqu'ils vont passer au COMP (Contrat Objectif Moyen Programme et Performance). Ce document établit ainsi des objectifs et un cheminement pour les atteindre, avec des jalons intermédiaires évalués annuellement pour l'attribution des fonds ministériels. Bien que le document soit conçu pour l'année prochaine, il sera effectif l'année suivante.

Le rapport quinquennal est structuré autour de quatre axes stratégiques.

- Le premier axe vise à promouvoir un développement institutionnel multi-niveaux, du niveau local jusqu'au niveau national et international. Des négociations sont en cours avec l'ensemble des IEP pour le renouvellement de la définition de diplôme dans le Répertoire national des compétences professionnelles (RNCP). Dans ces négociations, ils ont une position proche de celle de Sciences Po Paris, qui diffère de celle des 7 autres IEP. Parallèlement, il s'agit de développer de nouvelles relations avec des universités, notamment dans le cadre d'une éventuelle décentralisation d'une partie de Sciences Po Bordeaux sur le site de La Rochelle, un projet encore à ses débuts.
- Le deuxième axe vise à affirmer l'excellence de l'offre de formation et son attractivité dans un contexte de transition. Il y a nécessité de transformer la carte de formation en réponse aux évolutions du monde. C'est tout l'enjeu de réforme qui est en cours à l'IEP. Des personnalités extérieures ont été sollicitées pour apporter leur regard extérieur, notamment en proposant des formations qui n'ont pas encore été intégrées à l'offre actuelle de Sciences Po Bordeaux, mais qui pourraient être jugées pertinentes aujourd'hui.
- Le troisième axe se concentre sur l'intégration de la recherche dans le cursus de formation. Les deux centres de recherche classés UMR confèrent à Sciences Po Bordeaux sont une composante importante de son identité et participe à l'élaboration de la formation. L'idée sous-jacente est de renforcer le rôle de la recherche dans la formation des étudiants au moment où s'ouvrent de nouvelles possibilités avec le développement, par exemple, du futur Institut des métiers de la diplomatie. Cet institut pourrait élargir le recrutement de diplomates au-delà des parcours traditionnels en incluant des chercheurs et d'autres profils.
- Le quatrième et dernier axe porte sur l'ouverture sociale et l'amélioration de la qualité de la vie au travail et dans les études. Ces aspects ont été des priorités marquées de l'IEP au cours des deux dernières années, avec un recrutement important.

M. Darbon concède que le document est incomplet, car il manque les deux autres volets, mais ces derniers ne pourront pas être présentés ni validés dans des délais raisonnables. La priorité est de valider le volet spécifique, car il doit faire l'objet d'une signature distincte avec la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

M. Diard demande s'il y aura un suivi au niveau du conseil d'administration pour évaluer le respect des jalons ou si cela sera exclusivement géré avec l'équipe du ministère.

M. Darbon explique que le passage à un nouveau système de gestion, le COMP (Contrat Objectif Moyen Performance), vise à changer l'approche du contrat pluriannuel, qui était jusqu'à présent perçu comme une simple obligation administrative. Il précise que ce changement ne fait pas consensus au sein des universités, beaucoup étant réticentes à l'évaluation à la performance et au nouveau management public. Bien que cette nouvelle démarche devrait introduire des logiques de suivi et de reddition de comptes annuels, M. Darbon ne peut pas dire à ce jour à quel point cela sera suivi d'effets.

M. Lambert exprime une préoccupation concernant l'axe 1 du document, page 7 : bien que la vie étudiante, la lutte contre les VSS, la discrimination, l'accompagnement du handicap et la vie associative soient abordés, les associations de Sciences Po Bordeaux ne sont pas mentionnées. Il suggère d'ajouter ce volet associatif dans le document pour refléter plus fidèlement la réalité de la vie étudiante à l'IEP.

M. Darbon explique que la raison pour laquelle les associations ne sont pas mentionnées dans cette partie du document est que cette section se concentre sur la politique de site de l'IEP avec ses interlocuteurs externes, tels que le CROUS et la CCT. Il souligne que la vie associative de Sciences Po sera abordée dans d'autres parties du document, notamment dans le schéma directeur de la vie associative et dans la partie 4 sur l'amélioration de la qualité de la vie et du travail.

Mme Couderc confirme que le schéma directeur de la vie étudiante associative est effectivement mentionné dans l'axe 4 du document. Il a été voté lors du précédent conseil d'administration. Les actions seront mises en œuvre conformément à ce schéma directeur, avec un bilan annuel prévu.

En tant que contrôleur budgétaire, Mme Pénélaud exprime son appréciation pour les contrats pluriannuels, soulignant qu'ils offrent de la visibilité, élément crucial pour la stabilité financière des opérateurs. Elle note également que le ministère accepte d'aller jusqu'à la programmation, ce qui représente un engagement sur les moyens, une protection des finances des opérateurs et une réduction du risque pour l'IEP. Elle apprécie également la partie du contrat concernant la progression, la gouvernance et le pilotage stratégique. Elle indique avoir commencé à travailler en début d'année sur la programmation immobilière, soulignant l'importance de mobiliser le fonds de roulement pour sécuriser la trajectoire pluriannuelle de l'IEP.

M. Potier pose une question concernant le club des partenaires mentionné à la page 7. Il souhaite obtenir des détails sur la composition de ce club, notamment savoir s'il s'agit d'acteurs publics, d'entreprises, d'associations, etc. Il souhaite également clarifier si le club des partenaires se limite aux partenaires financiers ou s'il englobe une gamme plus large d'acteurs.

M. Darbon explique que le projet du club des partenaires est une idée de son prédécesseur et qu'il l'a jugée excellente. Il souhaite confronter les orientations de l'établissement aux perceptions de partenaires externes, notamment en matière d'employabilité et d'aides financières. Ce club serait composé d'une dizaine de personnes représentant des entreprises privées, des organismes associatifs et publics locaux ou nationaux. Cela s'inspire du modèle anglophone des examinateurs extérieurs, mais pour l'évaluation de la réforme en cours. M. Darbon cite l'exemple des débats concernant la pertinence de la culture générale. En interne, ils pouvaient avoir l'impression que cette notion était dépassée, mais pour les partenaires extérieurs, c'est ce qui fait la spécificité de l'IEP. M. Darbon souligne la nécessité de concilier la perspective des enseignants, qui ont des raisons de vouloir transformer la culture générale, avec le regard extérieur qui attribue à cette culture générale une signification sociétale évidente.

M. Leys salue la qualité du travail accompli et exprime sa fierté de rejoindre le conseil. Il rappelle son engagement antérieur dans des initiatives visant à promouvoir la mixité sociale, notamment comme conseiller social auprès du président d'EDF et comme membre de jurys ayant permis d'accueillir des étudiants qui venaient des ZEP à Paris. Au-delà de ses activités ici de représentant du monde de l'entreprise et du monde industriel, il a également une casquette solidaire en tant que président du fonds Agir pour l'emploi, visant à faciliter l'intégration professionnelle de personnes éloignées de l'emploi dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Il exprime son intention de rester attentif à ces questions au sein de Sciences Po Bordeaux.

M. Ballet s'enquiert des raisons de la baisse du nombre de doctorants.

M. Berrou précise que la baisse des doctorants n'est pas spécifique au site, mais un phénomène national touchant toutes les disciplines, y compris les sciences naturelles. Il attribue cette tendance aux tensions sur le marché du travail, aux perspectives d'emploi, aux conditions de rémunération et aux perspectives de carrière dans la recherche. Il souligne l'importance de l'articulation entre la science et la société, suggérant que la recherche ne se limite pas à devenir chercheur à l'université, mais englobe également la diffusion de la culture scientifique et des savoirs dans le monde socio-économique. Il note que bien que le site ait connu une baisse, elle pourrait être moins prononcée que dans d'autres sites et disciplines.

M. Ballet demande sur quels éléments l'établissement se base pour prévoir une remontée du nombre de doctorants dans les jalons de cibles.

M. Darbon répond que l'augmentation du nombre d'HDR (habilitation à diriger des recherches) dans les laboratoires est l'un des éléments les plus objectifs justifiant la prévision de remontée du nombre de doctorants. Cette année, le nombre d'HDR est en augmentation, particulièrement au LAM, qui avait un déficit important dans ce domaine. Le recrutement significatif de maîtres de conférences, dont plusieurs préparent actuellement leurs HDR, devrait permettre de recruter plus de doctorants dans les années à venir.

M. Bertrand précise qu'en France, il existe deux types d'enseignants-chercheurs : les maîtres de conférences et les professeurs. Certains maîtres de conférences possèdent l'habilitation à diriger des recherches, tandis que d'autres ne l'ont pas. Au Canada, il n'y a pas cette distinction : tout professeur peut encadrer des thèses.

M. Diard indique qu'il a consulté les établissements déjà labellisés DDRS. Il a pu y voir l'université de Bordeaux, mais il n'a pas trouvé d'IEP. Il aimerait savoir s'il est prévu d'utiliser l'expertise de l'Université de Bordeaux pour leur processus de labellisation, et si la demande de labellisation prévue pour 2024 a déjà été déposée et reste réaliste.

M. Compagnon explique que les exigences de la labellisation DDRS ont évolué depuis la période de la labellisation de l'université de Bordeaux, et que l'expérience de cette dernière n'est pas directement transposable. Le label est géré par une association d'universités, c'est donc une évaluation par des pairs. Il souligne que l'objectif du label est de pousser les établissements à s'engager dans une mutation. Actuellement, l'IEP est dans la phase d'autonotation : l'établissement évalue lui-même sa conformité aux critères. Ensuite, l'association doit émettre son avis. Il annonce également une journée de sensibilisation le 8 décembre pour remobiliser et informer l'ensemble du personnel et des étudiants sur ce processus. Des éléments de cadrage ont également été présentés au dernier conseil d'administration. M. Compagnon ajoute que la taille de l'université de Bordeaux diffère de celle de Sciences Po Bordeaux, et que les exigences DDRS sont plutôt conçues pour des universités de grande taille ou de taille moyenne. Il ne se souvient pas si d'autres IEP sont labellisés, mais Sciences Po Bordeaux a cette ambition. Il souligne que le label n'est pas un objectif en soi, mais plutôt un outil pour guider l'IEP dans la démarche de transformation de la formation et d'introduction d'un axe sur l'environnement et la transition écologique.

Mme Pénélaud souligne une possible maladresse dans la rédaction du jalon 7, concernant la production annuelle d'un BEGES. Elle rappelle que la réalisation d'un BEGES se fait tous les trois ans et exige un délai important (6 à 8 mois).

M. Compagnon prend note de cette remarque. Il explique qu'ils ont établi un budget pour l'année 2019, en raison des circonstances exceptionnelles liées au Covid, et qu'il est désormais trop ancien. Pour leur candidature en 2024, ils doivent actualiser leur BEGES et une réunion avec les prestataires est prévue pour discuter de cette mise à jour. L'objectif est d'avoir un BEGES plus significatif que celui de 2019 et d'internaliser la compétence pour cette tâche.

Mme Bonnaud aurait une question concernant l'objectif trois dans l'axe 4, page 13, portant sur le bien-être étudiant. Elle aimerait savoir si sur la politique sociale, l'établissement compte maintenir les politiques existantes, les développer ou en mettre en place de nouvelles.

M. Darbon répond que l'établissement prévoit de déployer davantage ce qui a déjà été mis en place en matière de politique sociale. Certaines de ces politiques sont en place depuis plusieurs années, tandis que d'autres sont plus récentes et nécessitent d'être reconstruites. Il souligne que le développement de la politique du FAIRE a progressivement inclus de nouvelles orientations, passant de deux possibilités de financement à huit actuellement. Il mentionne également des négociations avec la mairie et la métropole pour développer une forme de politique sociale appelée BALAFON, qui ouvre des opportunités de coopération et d'admission d'étudiants africains. En ce qui concerne le bien-être et la vie étudiante, il évoque des initiatives concernant la santé mentale et la maladie d'endométriose. Il s'agit donc d'un approfondissement de ce qui existe déjà.

Mme Couderc ajoute qu'en parallèle à JPPJV, l'IEP a ouvert deux programmes complémentaires il y a trois ans dans le cadre du programme OSE (Orientation et Soutien à l'Entrée à Sciences Po Bordeaux). Il y a aussi une volonté de développer l'accès des personnes porteuses de handicaps au sein de l'établissement, un projet qui sera mené parallèlement aux initiatives existantes.

M. Darbon soumet la délibération au vote.

Résultat du vote	Délibération 2023-46
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	29
	Pour 29
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée

■ Bilan des admissions 2023

Mme Pellarini présente les points saillants du bilan des admissions et des inscriptions. Le nombre de candidats reste relativement stable par rapport à l'année précédente, avec une légère baisse expliquée par l'effet de Parcoursup en 2021 (Parcoursup a augmenté l'attractivité et maintenant le nombre de candidats revient à un niveau stable, autour de 4 000). Il y a une diversité de plus en plus des profils de candidats, avec une proportion importante de candidats provenant de divers Territoires d'Outre-Mer. Ces candidats connaissent de forts taux de réussite grâce aux programmes comme JPPJV et les cordées de la réussite. L'évolution de la diversité et de l'ouverture sociale de l'établissement est mentionnée, soulignant également une montée du niveau des étudiants. Malgré une augmentation de la diversité, le pourcentage de lycéens ayant obtenu la mention très bien est en hausse. La réussite brillante des étudiants issus de régions parfois très rurales est soulignée. Il est noté une prédominance des candidates féminines par rapport aux masculins, une tendance qui se reflète également lors des inscriptions. En ce qui concerne l'origine des candidats, la représentation géographique montre une diversité, avec toutefois une surreprésentation de la Nouvelle-Aquitaine. Concernant les effectifs JPPJV, 62 propositions ont été faites aux candidats, parmi lesquels 49 ont accepté. Elle souligne que la réussite du programme JPPJV réside également dans la diversité des opportunités offertes aux lycéens, qui peuvent se permettre de refuser une entrée à Sciences Po, car ils ont d'autres propositions qui leur conviennent. Les candidats JPPJV présentent un fort taux d'étudiants boursiers. 42 % poursuivront leurs études dans une formation sélective, dont 92 % dans un établissement public. Pour les candidatures en quatrième année, elle note une stabilité au niveau des admis avec un taux de participation légèrement inférieur aux années précédentes.

M. Gallet fait remarquer qu'en comparaison avec 2020, il y a une diminution significative des candidatures (de 460 à 280).

M. Bertrand explique que la perception de la procédure d'admission en quatrième année comme extrêmement sélective dissuade les candidats. Il souligne que la fin du concours de troisième année, résultant des changements dans le premier cycle, entraînera une augmentation du nombre de places en quatrième année. De plus, il espère que la réforme du deuxième cycle rendra l'offre plus lisible et potentiellement plus attractive.

Concernant le nombre d'admis en général, M. Gallet demande s'il existe un plafond par rapport aux éléments matériels permettant d'accueillir un certain nombre d'étudiants.

M. Bertrand répond que c'est une question délicate, car la plupart des candidats aux parcours de master proviennent du premier cycle. Il mentionne qu'il y a 39 étudiants admis pour 399 étudiants qui viennent du premier cycle. Il a demandé aux responsables de parcours de réserver au moins deux places dans chaque parcours pour les étudiants externes. Cependant, certains parcours ont dû être fermés au recrutement externe en raison du nombre déjà trop élevé de candidats internes. M. Bertrand précise que ce n'est pas satisfaisant et que cela ne peut être qu'une solution transitoire, qui ne pourra pas perdurer après la réforme du deuxième cycle. Il souligne également le problème de lisibilité de l'offre de formation et l'idée que certains étudiants talentueux n'osent pas postuler en raison de la sélectivité apparente.

Mme Pellarini ajoute que la plateforme « Je trouve mon master » a été ouverte, mais que l'IEP n'y était pas présent en raison d'un calendrier non adapté : leur période d'inscription se terminait avant l'ouverture de la plateforme, et leurs résultats sortaient après ceux de la plateforme. Elle précise que les ajustements nécessaires ont été faits au niveau du calendrier.

■ Bilan des inscriptions 2023

Mme Pellarini poursuit ensuite sur le bilan des inscriptions. Elle note une légère augmentation, expliquée par le retour d'étudiants de césure en quatrième année et des redoublants. En première année, les chiffres ont changé du fait des capacités définies. Pour la quatrième année, la situation reflète la limitation d'admission sur certaines majeures. En cinquième année, les effectifs sont sensiblement équivalents à la rentrée précédente.

■ Enquête insertion professionnelle promotion 2020

Mme Annézo présente rapidement les résultats de l'enquête Insertion pour la promotion 2020, à 30 mois. Le taux d'insertion professionnelle est de 96 %, avec peu de différences par rapport aux promotions précédentes. On note une légère augmentation du nombre de diplômés tentant les concours de la fonction publique (passant de 15 % à 20 %) avec un meilleur taux de réussite. Ainsi, 28 % des diplômés travaillent dans la fonction publique. Les emplois stables (CDI, fonctionnaires, emplois intermédiaires) connaissent une augmentation. Le taux d'étudiants diplômés travaillant à l'étranger reste stable à 20 %, après une baisse observée entre les promotions 2018 et 2019 (qui était à 30 %).

■ Bilan de la cellule de veille et d'écoute 2022-2023

M. Lemaire Patin, chargé de mission à l'égalité de genre, à la lutte contre les violences et les discriminations, et référent handicap pour les étudiants, présente le bilan de la cellule d'écoute pour l'année universitaire 2022-2023. La cellule existe depuis 2019 et a pour rôle d'écouter et d'accompagner les personnes signalant des situations de harcèlement, de violence, de bizutage, etc. Elle se compose de Mme Chaouchi, Mme Duenas, M. Lacaze (fonction juridique), Mme Reilhan et lui-même. En 2022-2023, la cellule a traité 28 signalements, montrant une augmentation de sollicitations depuis sa création, aussi bien par les étudiants que les personnels. Les signalements peuvent être anonymes et la cellule s'engage à accompagner les individus jusqu'au bout du processus, quelles que soient les conséquences des signalements. Les situations signalées sont principalement liées au mal-être ou à des situations de violences sexuelles et sexistes (VSS).

La plupart des personnes qui signalent, qu'elles soient victimes ou témoins, déclarent des faits impliquant d'autres étudiants de Sciences Po Bordeaux. Les signalements peuvent concerner des incidents survenant aussi

bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de Sciences Po Bordeaux. En plus de ces actions, la cellule a mené des missions de sensibilisation et de prévention au sein de la communauté étudiante, ainsi que des initiatives de communication. Il s'agit de faire comprendre que la cellule n'est pas uniquement présente pour des situations de violences sexuelles et sexistes, mais s'occupe de manière plus générale de toutes les questions de discrimination.

M. Potier indique que la progression des signalements depuis 2019 est un phénomène structurel observé dans diverses organisations. Il aimerait également connaître les modalités de communication avec la cellule.

M. Lemaire Patin explique qu'au cours des deux dernières années, le fonctionnement de la cellule a évolué avec la mise en place d'une plateforme dédiée aux signalements. Les étudiants, étudiantes et personnels peuvent utiliser cette plateforme pour saisir la cellule, échanger ou demander un rendez-vous. La plateforme offre la possibilité d'anonymat en fonction des préférences de la personne. Parallèlement, il est toujours possible de contacter la cellule par e-mail ou de se rendre directement à leurs bureaux pour solliciter un rendez-vous.

M. Lambert salue le travail significatif de la cellule de veille et d'écoute au fil des années. Il soulève cependant une problématique liée à la difficulté de trouver les dispositifs tels que la cellule de veille d'écoute ou les demandes pour le FAIRE sur l'ENT en raison du grand nombre de rubriques. Il souligne que cette difficulté peut constituer un frein significatif.

M. Lemaire Patin indique que des associations très engagées sur ces sujets au sein de l'établissement ont également fait part de leurs préoccupations à ce sujet. Il assure qu'ils travailleront sur cet enjeu de communication.

4. Vie étudiante

■ Attributions des subventions aux associations

M. Prévot présente la vie étudiante associative de Sciences Po Bordeaux, soulignant qu'il y a actuellement 50 associations étudiantes et 22 ateliers. Il joue un rôle de personne-ressource et préside la CVA aux côtés d'élus, enseignants et étudiants. Pour cet appel à projets, il indique que 31 associations ont été porteuses de projets, déposant un total de 65 appels à projets, dont 63 ont été instruits. Il souligne l'augmentation des demandes de financement par rapport à l'année précédente (48 projets avaient été déposés l'an dernier). Sur l'enveloppe de 23 000 € allouée en CA l'année dernière, 13 068,10 € ont été distribués dans le cadre de cette commission, utilisant ainsi la totalité des fonds disponibles.

■ Attributions sur fonds CVEC

Concernant la Commission CVEC, M. Prévot indique qu'il y a eu la participation de 13 associations avec 21 projets déposés. Un total de 22 projets ont été instruits, puisqu'un projet a été transféré de la CVA vers la CVEC. Sept projets n'ont pas été financés, car ils avaient déjà été soutenus par la CVA. 10 493,20 € ont été distribués sur les 10 645 € restants pour l'année 2023. En plus des attributions en commission, il signale qu'une somme de 300 € a été allouée au BDE pour le renouvellement des couverts utilisés dans les ventes de nourriture à des associations. Il explique également que, statutairement, ils ne peuvent pas verser d'argent à l'AS, mais ils ont décidé de prendre en charge une partie des frais de leur projet à hauteur de 3 000 €, permettant ainsi aux étudiants boursiers de participer à un séjour d'initiation au ski à des tarifs abordables.

M. Potier souligne la richesse de la vie associative, mettant en avant des résultats remarquables à long terme, tels que le festival Les Petits Cours. Il se souvient notamment de Thomas Cailley (réalisateur du Règne animal), qui aurait présenté un film, peut-être le premier, lors de ces festivals. Il souligne ainsi l'impact à long terme, notamment en termes de vocation.

Mme Couderc informe à ce propos que Thomas Cailley sera présent le 4 avril à Sciences Po Bordeaux.

M. Lambert souligne que ces commissions se déroulent sur deux jours, de 8h à 18h30, avec la participation d'élus étudiants – les élus enseignants et personnels étant excusés. Selon lui, la richesse associative montre l'aspect atypique de la formation à Sciences Po Bordeaux et la commission vie associative joue un rôle très important. Il précise que la rédaction d'un règlement est d'ailleurs en cours. Concernant la CVEC, M. Lambert rappelle que c'est un impôt étudiant de 100 € par an et que dans ce sens, ils y sont fermement opposés. Cependant, tant que cet impôt existe, il faut qu'il bénéficie aux étudiants. Il mentionne un projet non financé en CVEC cette année, expliquant qu'il ne s'agissait pas d'un projet étudiant, mais d'une association mandatée par Sciences Po Bordeaux pour organiser un gala, pour un montant de 3 000 €. Il insiste sur le fait que la CVA et la CVEC ne sont pas destinées à financer les projets de Sciences Po Bordeaux, mais sont exclusivement dédiées à la vie associative et permettent de réduire les inégalités. Il termine son intervention en citant le Festival féministe des « Médusées », un projet collectif de troisième année financé par la CVA.

M. Rouger souligne que les années précédentes, ils essayaient participer aux commissions, mais cette année, en raison de l'organisation sur deux jours, ce n'était techniquement pas possible. Il suggère d'explorer d'autres modalités d'organisation pour permettre une plus grande participation.

M. Darbon remercie les membres du CA pour leur participation. Il ajoute qu'il est temps de passer la parole à un président officiel pour gérer de manière professionnelle le temps des futurs conseils d'administration.

M. Gallet le remercie et s'enquiert des dates des prochains CA.

Mme Tajri informe que les prochains CA se tiendront le mercredi 20 décembre à 14h, suivi du jeudi 14 mars à 14h, et enfin du vendredi 28 juin à 9h30.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.